Postface

La proposition d'une nouvelle chance ?

François Sarfati

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/6362>

DOI : [10.4000/formationemploi.6362](https://doi.org/10.4000/formationemploi.6362)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 20 novembre 2018

Pagination : 203-207

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

François Sarfati, « Postface », *Formation emploi* [En ligne], 143 | Juillet-Septembre 2018, mis en ligne le 20 novembre 2018, consulté le 07 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/6362> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.6362>

Postface

La proposition d'une nouvelle chance ?

FRANÇOIS SARFATI

Professeur de sociologie, université Évreux Val d'Essonne-université Paris Saclay,
Centre Pierre Naville (EA 2543) et Centre d'études de l'emploi et du travail

11 La deuxième chance

Nombre de dispositifs d'action publique sont pensés sur le modèle de la deuxième chance. Sans revenir en détail sur la définition qu'en donnent les auteurs de ce dossier de *Formation Emploi*, il convient de souligner que, depuis le milieu des années 1990, se sont multipliés les programmes visant à remettre le pied à l'étrier de celles et ceux qui ne sont pas parvenus à rester en selle ou qui ont chuté. Acquérir des diplômes, se préparer à retourner à l'école, apprendre à chercher un emploi et plus largement lutter contre une forme de désaffiliation définie comme « *le décrochage par rapport aux régulations à travers lesquelles la vie sociale se reproduit et se reconduit* » (Castel, 2009) constituent autant d'objectifs assignés à ces dispositifs.

Hétérogènes par la forme qu'ils prennent (outils mobilisés par les professionnels, durée plus ou moins longue, caractère obligatoire ou non, existence d'une contrepartie financière...), ils sont conçus comme des réponses aux difficultés d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. D'autant plus, que dans une société de plein chômage (Maruani, 2001) où la possession d'un diplôme (Millet et Moreau, 2011) représente un sésame pour l'accès à l'emploi, les personnes qui n'en sont pas pourvues sont maintenues dans la précarité, quand elles ne restent pas durablement à l'écart de la société salariale.

À la suite d'un ouvrage collectif (Denecheau, Houdeville et Mazaud, 2015), les coordinateurs de ce dossier font le pari de rendre compte de la diversité des pratiques mises en œuvre dans les dispositifs de deuxième chance, en réunissant neuf articles rédigés par des chercheur.e.s en sociologie et en sciences de l'éducation. Reposant sur les matériaux empiriques de diverses natures et des méthodes variées (entretiens, observations à caractère ethnographique, statistiques sur données administratives, comparaison internationale), les analyses donnent à voir un *continuum* allant de « dispositifs à bas seuil d'exigence », destinés aux jeunes les plus marginalisés qui trouvent leur place dans des dispositifs d'urgence faute de pouvoir envisager de se lancer dans des démarches d'insertion, jusqu'à des dispositifs très orientés vers l'insertion professionnelle et l'emploi. Outre le constat de l'institutionnalisation d'une deuxième chance, les problématisations visent à contribuer

à la mesure du non-recours (Warin, 2012), à comprendre les processus de sélection des publics, à mettre en évidence le fait que ces derniers ne sont pas de simples récepteurs, mais sont en capacité de se saisir du dispositif, voire même de se le réapproprier, ou encore à souligner l'hétérogénéité des pratiques des professionnels en charge de leur déploiement. Si ces problématiques s'ancrent dans la demande d'évaluation formulée par les institutions publiques, elles nourrissent en retour le champ académique¹.

Elles permettent de renouveler la connaissance des milieux populaires. Plus exactement, elles mettent en évidence, à travers des approches fondées sur les parcours des individus, les étapes de la reproduction des inégalités sociales. L'école, on le sait, a tendance à laisser de côté les élèves qui ne se conforment pas à ses attentes. Les entretiens avec les publics de la deuxième chance viennent documenter les configurations sociales dans lesquelles la rupture avec l'institution scolaire se produit. On perçoit en outre que la vulnérabilité sociale est le produit de multiples ruptures. Que l'on songe aux ruptures familiales ou aux ruptures scolaires, force est de constater que les parcours sont hyper-institutionnalisés (Couronné, Loison-Leruste et Sarfati, 2016). Enseignants, assistantes sociales, psychologues scolaires, conseillers d'éducation, éducateurs... sont autant de représentants d'institutions croisés au cours d'un parcours accidenté. Tant et si bien qu'on ne peut qu'émettre des réserves sur l'emploi du terme « bénéficiaire » dans certains articles. L'expression est certes assez commode puisqu'elle est bien souvent mobilisée dans le vocabulaire indigène. Mais ne faut-il pas, en sociologue, se méfier d'un terme trop connoté moralement (Warin, 1999) ? Pour éviter cet écueil, nous avons avancé le terme de destinataire (Sarfati, 2017). Ce dernier permet d'analyser les professionnels qui mettent en œuvre les dispositifs également comme des destinataires des dispositifs.

Les concepteurs de dispositifs sont en effet obligés de compter sur les acteurs de la mise en œuvre pour que leur projet se déploie. Nos observations ont pu révéler qu'ils se munissent de toute une palette d'outils issus du Nouveau management public (*New public management*) (Bezès, 2005) pour enrôler et/ou pour contraindre les professionnels à adopter le dispositif. Prescription de l'activité, *reporting*, contrôle par les indicateurs, paiement à l'objectif viennent cadrer l'activité de ces professionnels. Pis, face à des organisations locales pensées comme impossibles à faire évoluer, le dispositif devient un outil de réforme organisationnelle et par là-même, les professionnels deviennent des destinataires du dispositif.

Dans ce cadre, comprendre comment fonctionnent ces dispositifs suppose de mettre en évidence les configurations organisationnelles dans lesquelles ils s'inscrivent et quels sont les effets de ces configurations sur les destinataires finaux (les personnes en situation de vul-

1. Si les chercheur.e.s trouvent dans ces réponses à la commande publique des sources de financement, ils n'adoptent pas tous le même positionnement quant à la manière de s'en saisir. Comme ce dossier en témoigne, certains restent à distance de formes de préconisation, tandis que d'autres envisagent leur participation à ces évaluations comme l'occasion de défendre des positions normatives construites à l'occasion de ces enquêtes.

néralité économique et sociale). À y regarder de près, ces configurations expliquent largement les formes de sélection à l'entrée qui, à la suite, déterminent assez largement « *leur parcours à la sortie* », pour reprendre l'expression de Juliette Vollet et Joël Zaffran. Au-delà de ces effets de sélection qui prennent souvent la forme de ce que Robert K. Merton qualifie d'un effet Matthieu (1968), selon lequel on donne plus à ceux qui ont déjà², les destinataires finaux ne sont pas tous autant en mesure de se saisir de cette « deuxième chance » pour transformer leur situation. Une part d'entre eux voient leur situation économique et sociale s'améliorer ou, à tout le moins, ressortent du dispositif avec l'énergie et la confiance nécessaires pour avancer. Tandis qu'une autre part ne trouve pas, dans le dispositif, de quoi rompre avec un parcours de désaffiliation. Et il est alors souvent à craindre que par le simple effet du temps qui passe les difficultés s'ancrent et ne finissent par devenir consubstantielles à la personne.

21 Le dispositif analysé comme une proposition institutionnelle

Pour rendre compte, dans un même mouvement intellectuel, de la manière dont sont construits, dont se déploient et dont sont appropriés les dispositifs par leurs destinataires finaux, nous avons forgé la notion de proposition institutionnelle (Sarfati, *id.*). Englober sous ce terme l'ensemble des éléments qui contribuent à modeler le dispositif tel qu'il se présente aux destinataires permet de tenir ensemble différentes dimensions.

D'abord l'idée de proposition institutionnelle permet de revenir sur l'individualisation des politiques publiques et en particulier des politiques sociales (Siblot, 2006). Ensuite, cette idée permet d'interroger les cadres cognitifs, idéologiques et moraux des concepteurs de dispositifs. Comment se formule la proposition institutionnelle ? Dans quel contexte et à quelles fins ? Aborder les dispositifs sous l'angle de proposition institutionnelle permet, à la suite, de s'attacher à la dimension organisationnelle des dispositifs en s'intéressant à l'ensemble des normes, des croyances, des représentations, des outils, des techniques, des lieux, des documents, et des acteurs qui viennent matérialiser le dispositif. Cette proposition est alors faite d'arbitrages, de négociations, de contraintes et de ressources. Ainsi, les conditions matérielles, organisationnelles, professionnelles font évoluer le dispositif. En action, le dispositif se conforme à des contraintes locales. La proposition institutionnelle se construit dans la mise en œuvre de l'action publique. Mise en œuvre qui détermine alors largement, au-delà du projet porté par les concepteurs, les personnes à qui on propose effectivement le dispositif.

2. Merton fait reposer son concept sur la citation suivante de l'Évangile selon Saint Matthieu : « *Car on donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à celui qui n'a pas, on ôtera même ce qu'il a* » (Chapitre XV, verset 30).

La notion de proposition institutionnelle suppose également que les destinataires d'un dispositif peuvent se l'approprier. Les citoyens ne sont pas des bénéficiaires passifs des politiques publiques. Les dispositifs et les institutions qui les portent n'ont pas seulement des dimensions normatives contraignantes. En produisant une proposition institutionnelle, ils permettent aux personnes qui s'en saisissent – qui peuvent s'en saisir – d'ouvrir des opportunités pour développer des projets propres. Une proposition suppose, comme une invitation, la possibilité d'une acceptation ou d'un refus de la part du destinataire. On regarde alors les conditions sociales de cette acceptation ou de ce refus. Pour ce faire, il convient d'être attentif tant aux ressources dont disposent les destinataires, qu'aux contraintes qu'ils rencontrent.

Au premier rang de ces contraintes, on doit souligner que les destinataires doivent, au-delà de la déclaration d'intention émise lors des entretiens préliminaires à l'entrée dans le dispositif, avoir la disponibilité pour s'y engager. Ainsi, dans l'enquête de Maël Loquais et Isabelle Houot, comme dans nos propres travaux, nous faisons par exemple le constat qu'un certain nombre de destinataires ont en charge la responsabilité d'un proche (en situation de handicap, malade ou en fin de vie). Le temps mobilisé et l'engagement psychique et temporel consacré à l'accompagnement d'un membre de sa famille est alors un réel frein à l'engagement dans le dispositif. Il faut donc être disponible.

Mais la disponibilité ne suffit pas. Il convient que la proposition corresponde aux attentes des destinataires. La possibilité d'un stage ou d'un emploi, même de très courte durée, n'a de sens que quand la personne est en mesure de l'occuper pleinement. Sans quoi, l'expérience du travail peut vite se transformer en une mise en danger. Par ailleurs, on doit souligner qu'un certain nombre d'activités à caractère occupationnel sont souvent démobilitatrices. Il en va des ateliers « cravate » ou « maquillage »³ comme des séquences dites d'autoformation, qui passent par l'usage de *serious games*⁴.

A contrario, l'écoute qui est réservée aux destinataires, la confiance que leur témoignent les conseillers, ainsi que le caractère extra-scolaire de la relation d'accompagnement font du dispositif un facteur de conversion de ressources en capacités.

S'attacher à ces ressources et à ces contraintes rend possible la mise au jour de déterminants d'une appropriation capacitante (Bonvin et Farvaque, 2007 ; Zimmermann, 2011) de la proposition institutionnelle ou, *a contrario*, d'une impasse pour son destinataire. Reste que ces dispositifs, en cherchant à insérer ou à réinsérer des personnes en rupture, ne font

3. Ces ateliers partent du principe que les destinataires ont des difficultés à trouver un emploi dans la mesure où ils ne se conforment pas aux attentes des recruteurs en termes d'hexis corporel. Si le principe de départ repose sur une naturalisation du genre, l'observation de ces séances montre, en outre, qu'une forme de violence symbolique forte s'exerce sur les destinataires, la plupart issus des catégories populaires (Couronné, Loison-Leruste et Sarfati, *id.*)

4. Les *serious games* regroupent un ensemble de jeux dits sérieux qui visent le plus souvent, par l'intermédiaire du jeu (informatique, de société, de rôle...), à former et/ou à informer de manière ludique.

que rattraper, *en dehors* des institutions centrales de la société que sont la famille, l'école et le travail, ce qui n'est pas fait *au sein* de ces institutions. Parce que le pouvoir politique est, au mieux, impuissant et, au pire, peu soucieux de s'atteler à la réduction des inégalités sociales, en cherchant à faire évoluer ces institutions dans ce qu'elles ont de moins justes, il se cantonne à produire dans les marges des espaces de rattrapage.

■ Bibliographie

- Bezès P. (2005), « Le renouveau du contrôle des bureaucraties. L'impact du New Public Management », *Informations sociales*, n° 126, pp. 6-37.
- Bonvin J.-M. et Farvaque N. (2007), « L'accès à l'emploi au prisme des capacités, enjeux théoriques et méthodologiques », *Formation Emploi*, n° 98, avril-juin, pp. 9-23.
- Castel R. (2009), *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil.
- Couronné J., Loison-Leruste M. et Sarfati F. (2016), *La Garantie jeunes en action : usages du dispositif et parcours de jeunes*, rapport de recherche du Centre d'études de l'emploi et du travail, n° 101, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000773.pdf>
- Denecheau B., Houdeville G. et Mazaud C. (2015), *À l'école de l'autonomie. Épreuves et enjeux des dispositifs de deuxième chance*, Paris, L'Harmattan.
- Maruani M. (2001), « L'emploi dans une société de plein-chômage », in Pouchet A. (dir.), *Sociologies du travail, quarante ans après*, Paris, Elsevier, pp. 191-200.
- Merton R. K. (1968), "The Matthew Effect", *Science*, vol. 59, n° 3810, pp. 56-63.
- Millet M. et Moreau G. (2011 (dir.) *La Société des diplômés*, Paris, La Dispute.
- Sarfati F. (2017), *Construire l'emploi. Une sociologie des dispositifs en action*, Mémoire d'habilitation à diriger les recherches, Paris, Écoles des hautes études en sciences sociales.
- Siblot Y. (2006), *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Warin P. (1999), « Les 'ressortissants' dans les analyses des politiques publiques », *Revue française de science politique*, vol. 49, pp. 103-121.
- Warin P. (2012), « Le non-recours aux droits. Question en expansion, catégorie en construction, possible changement de paradigme dans la construction des politiques publiques », *SociologieS* [revue en ligne], 15/11/2012.
- Zimmermann B. (2011), *Ce que travailler veut dire. Une sociologie des capacités et des parcours professionnels*, Paris, Economica.